

Vers l'opérationnalisation du commerce électronique en Afrique

Le quatrième atelier francophone du projet régional de l'UPU se tient à Lomé P2

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 11 Juillet 2019 N° 235 - Prix 250 F CFA

Célébration de la Journée de l'OOAS



Message du Directeur Général Prof Stanley OKOLO : P4

«La région reste extrêmement reconnaissante envers nos nombreux partenaires et envers toutes les parties prenantes...»

Descente aux enfers du parti orange

La C14 tient en respect l'ANC P3

Projet du Mécanisme Incitatif de Financement Agricole



Vers la création d'emplois au profit de 300 000 personnes P2

Lutte contre la fraude



L'Université de Kara sécurise ses diplômes P5



Evala Edition 2019



Les empoignades commencent ce Samedi P6

Résultats provisoires des Elections locales



UNIR obtient la majorité des conseillers municipaux P3

Les résultats provisoires des élections législatives du 30 juin dernier sont enfin connus. C'est le parti Union pour la République qui a remporté la majorité des postes...

Projet du Mécanisme Incitatif de Financement Agricole Vers la création d'emplois au profit de 300 000 personnes

Le ministre de l'Agriculture, de la Production Animale et Halieutique, Koutéra Noël Baraka a procédé ce vendredi à Lomé, au nom de son collègue de l'économie et des finances, Sani Yaya, au lancement officiel du Projet du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA). La cérémonie a connu la présence du Directeur Afrique de l'Ouest et du Centre, Lisandro Martin et des acteurs du secteur privé.

Le ProMIFA est un projet mise en œuvre à travers une convention de financement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales signée par le gouvernement togolais et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Il porte sur un montant de 20,4 milliards de francs CFA sur une durée de 6 ans. L'objectif est de faciliter aux acteurs des chaînes de valeur agricoles organisées de performantes, un accès durable à des services financiers adaptés.

Le projet vise selon les promoteurs, à créer 40.000 emplois directs en milieu rural dont 10 000 auto-emplois, 160 000 membres de coopératives agricoles qui se-



ront accompagnés et 100 000 acteurs des chaînes de valeur agricoles qui seront financés.

Il permettra également d'accompagner essentiellement les jeunes et femmes dans l'agrobusiness surtout dans les zones démunies.

« C'est une manière d'amener tout le secteur clé ensemble pour améliorer la rentabilité de l'agriculture et pour faciliter l'inclusion principalement des jeunes et des femmes du secteur agricole. D'une manière soutenable, c'est aussi de renforcer la coopération entre le gouverne-

ment togolais et le FIDA », a indiqué Lisandro Martin.

Le ministre Baraka a pour l'occasion renouvelé la gratitude de l'équipe FIDA dans son

accompagnement à l'élaboration du projet ainsi qu'aux premiers dirigeants de ce fonds pour la confiance faite au Togo. « Je pu vous assurer que les disposi-

tions idoines sont prises pour une mise en œuvre efficace du ProMIFA en vue de l'atteinte des objectifs qui sont assignés », a-t-il indiqué.

Le secteur agricole étant assez particulier, il faut que nous arrivions à développer des produits financiers bien adaptés à ce secteur dont le ProMIFA qui va nous aider. Nous allons nous concentrer sur trois filières notamment, le riz, le maïs, les filières maraichères et avicoles qui vont profiter dudit projet », a souligné pour sa part, le Directeur général du MIFA, Aristide Agbossoumonde.

Le MIFA a été lancé le 25 juin 2018 par le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé. Il vise à professionnaliser le secteur agricole.

Céline S.

Vers l'opérationnalisation du commerce électronique en Afrique

Le quatrième atelier francophone du projet régional de l'UPU se tient à Lomé

Les travaux du quatrième atelier francophone du projet régional de l'Union Postale Universelle (UPU) sur la préparation opérationnelle pour le commerce électronique en Afrique

sont ouverts depuis lundi 8 juillet et ce pour 5 jours à Lomé. Organisé par l'UPU, cet atelier vise à favoriser une plus grande coopération entre les douanes et les postes au niveau natio-

nal.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du Ministre des Postes, de l'économie numérique et des innovations tech-

Suite à la p 5

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)

Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

Ezi Akoma

W. Maléki

Achille

A. Fic

Jack Nukunu

Hubertine Akoui

Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe

Tirage : 3.000 Exemplaires

Révisé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

**Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques**

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Résultats provisoires des Elections locales UNIR obtient la majorité des conseillers municipaux

Les résultats provisoires des élections législatives du 30 juin dernier sont enfin connus. C'est le parti Union pour la République qui a remporté la majorité des postes. Sur les 1527 conseillers à élire, UNIR a remporté 895 sièges. Avec le report du scrutin dans trois communes, seuls 1490 postes ont été pourvus. Le parti UNIR est suivi de l'ANC avec 134 postes et la C14 131 postes. Les autres partis n'ont pas réussi à convaincre un grand nombre d'électeurs. L'UFC se retrouve

avec 44 Conseillers, 33 pour le NET et MPDD 25. Toujours au titre des formations politiques, le CAR a gagné 17 conseillers, PDR 10, CLE 8, PDP 7, CAR-LE NID 6, MRC 6, CAR-MCD 5, PSR-ANC 3, PSR 2, COALITION RENOVEE 1. En ce qui concerne les indépendants, DUANENYOa 13 Conseillers, 7 pour G B E N O D O U, ALOLEDOU-VO 5, DOUNENYON 5, LA VOIX DES SANS VOIX 3 etc. Les résultats provisoires ainsi publiés par la CENI seront transmis



à la Cour Suprême pour validation officielle et proclamation définitive. En attendant la proclamation des résultats définitifs, on se demande si le parti UNIR pourra

vraiment œuvrer pour le développement de nos communes. En effet, ce sont les membres de ce parti qui ont dirigé les communes pendant plus de 3 dé-

cennies. Aujourd'hui le constat est clair. Nos communes ne sont pas assez développer comme il se devait. Cette situation peut s'expliquer par le fait que ceux qui dirigeaient les communes n'avaient pas de compte à rendre à la population à la base. Maintenant que l'accès à ces postes se fait par élection, les élus locaux doivent se mettre au travail pour bénéficier de la confiance de l'électorat lors des élections futures.

La Rédaction

Descente aux enfers du parti orange

La C14 tient en respect l'ANC

Les dernières élections locales montrent clairement que l'ANC perd davantage son poids. Elle n'est pas vraiment loin du score de la C14 taxée aujourd'hui de coquille vide. Le parti de Jean Pierre Fabre a obtenu 134 postes de conseillers municipaux contre 131 pour la C14. Ce résultat montre clairement que plusieurs sympathisants de l'opposition qui suivaient l'ANC ont commencé à se rendre compte de la mythomanie dans laquelle leur leader les plonge. Commentant les résultats



des locales, un observateur de la scène politique a ironisé en disant que l'ANC a quitté la C14 sans ses militants. L'ANC qui est habitué à dénigrer les autres partis ne pouvait s'imaginer que la C14

pourrait avoir ce résultat. A entendre un candidat malheureux du parti orange, leurs militants ne sont pas sortis massivement pour voter parce que UNIR va changer les résultats. C'est ce qui a donc fait que son



parti se retrouve avec un piètre résultat. Ce raisonnement n'est même pas crédible du moment où les partis ont eu un temps de campagne pour mettre en confiance les électeurs.

Au lieu de continuer à chercher des poux sur une crane rasée, les responsables de l'ANC doivent savoir qu'ils ne font plus le poids. Ils doivent chercher à composer avec les autres partis et non dicter ses désidératas à ceux qui veulent composer avec elle. Nous sommes seulement à moins d'un an de l'élection présidentielle. Les partis de l'opposition doivent laisser leur guerre de leadership pour se mettre au travail s'ils veulent vraiment assurer l'alternance politique.

Jack NUKUNU

Lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine

Faure Gnassingbé était présent à Niamey

Les pays de l'Union Africaine (UA) ont lancé symboliquement la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlec) dimanche dernier à Niamey au Niger. Le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé était présent à cette cérémonie. La ZLEC constituera la plus grande zone de libre-échange du monde, regroupant 54 pays et 1,2 milliard d'habitants. Elle permettra de concrétiser le rêve d'une croissance

économique basée sur le commerce pour les entrepreneurs, les industriels, les investisseurs, les innovateurs et les fournisseurs de services d'Afrique.

L'accord portant création de la ZLEC a été lancé le 21 mars 2018 à Kigali, la capitale du Rwanda. Dimanche, le Bénin et le Nigeria - la plus grande économie et le pays le plus peuplé d'Afrique - sont venus



s'ajouter à la liste croissante de signataires, faisant de l'Erythrée le seul membre de l'UA à ne pas avoir signé cet accord historique. Parmi ses principales aspirations, la ZLEC prône

un marché unique des biens et des services et une libre circulation des hommes d'affaires et des investissements, ouvrant ainsi la voie à la création d'une union douanière africaine. Une fois pleinement opérationnel, la ZLEC devrait faire augmenter le niveau des échanges commerciaux intra-africains de plus de 52 % d'ici à 2022, se-

lon la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations unies. Selon l'UA, la ZLEC « a posé les bases » de ce qui pourrait à terme devenir la plus grande zone de libre-échange du monde par le nombre de pays participants - une zone qui réunira plus de 1,2 milliard de personnes, pour un PIB combiné de 2 500 milliards de dollars américains.

La Rédaction

Célébration de la Journée de l'OOAS

Message du Directeur Général Prof Stanley OKOLO : «La région reste extrêmement reconnaissante envers nos nombreux partenaires et envers toutes les parties prenantes...»

J'ai le grand plaisir de faire publier ce message au nom de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), l'institution spécialisée de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en charge des questions de santé.

Aujourd'hui 9 juillet 2019, l'OOAS commémore les 32 ans de sa création par le Protocole de la CEDEAO (A/P2/7/87) signé en 1987 par les 15 chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO à Abuja. Nous célébrons donc en ce jour, la Journée de l'OOAS dont l'objectif principal est de réaffirmer l'engagement de l'Institution vis-à-vis de la vision de ses pères fondateurs et par rapport au mandat à elle assigné qui est de promouvoir l'intégration régionale à travers la santé. C'est aussi l'occasion de partager avec les populations de l'Afrique de l'Ouest quelques-unes des activités que nous avons pu mettre en oeuvre, nos projections sur le futur et également leur faire part des défis auxquels nous sommes confrontés.

Au début de sa création, le mandat de l'OOAS était d'assurer le niveau le plus élevé possible en matière de norme et de protection de la santé des populations de la région par l'harmonisation des politiques des Etats membres, la mise en commun des ressources et la coopération entre eux et avec les autres pour une lutte collective et stratégique contre les problèmes sanitaires de la sous-région.

Aujourd'hui, le paysage sanitaire de l'Afrique de l'Ouest a quelque peu changé. En effet, ce paysage est maintenant mitigé, avec une population en meilleure santé, et vivant plus longtemps en 2019 qu'en 1987. Les taux de vaccination des enfants sont élevés, tous nos pays se sont débarrassés de la polio et nos réseaux régionaux de santé se sont davantage renforcés. Cependant, nous sommes toujours confrontés à des épidémies récurrentes telles que la fièvre de Lassa, la fièvre jaune et la méningite. Beaucoup de nos femmes meurent encore lors de l'accouchement et trop d'enfants ne vivent pas au-delà de leur cinquième anniversaire. Les maladies évitables restent un fléau à tout âge. Le palu-

disme a été éliminé dans plusieurs parties du monde, mais reste endémique dans notre région, où il est responsable d'environ quatre décès sur cinq chez les enfants de moins de cinq ans. Au niveau mondial, 11 pays comptent plus de 80% des cas de paludisme. Il s'agit de l'Inde et de 10 pays africains, dont cinq en Afrique de l'Ouest. L'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires ainsi que les accidents vasculaires cérébraux sont aujourd'hui les principales causes de décès au sein de nos populations. Le problème des médicaments falsifiés se pose avec acuité, et constitue une question urgente et critique dans nombre de nos pays. L'importation de près de 80 % des médicaments dont nous avons besoin dans notre région, illustre la nécessité pour nous d'en faire notre priorité, la fourniture de médicaments de très bonne qualité et à un coût abordable dans toute la région, de préférence à travers la production au niveau régional ; ce qui contribuera également à l'industrialisation et à la création d'emplois.

Au niveau de l'OOAS, nous avons continué au cours de l'année écoulée, à rechercher des solutions à ces innombrables problèmes, de concert avec des experts nationaux des 15 pays de la CEDEAO, avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec les partenaires régionaux et internationaux (financiers et techniques) ainsi qu'avec les organisations de la société civile et le monde universitaire. La région reste extrêmement reconnaissante envers nos nombreux partenaires et envers toutes les parties prenantes qui ont travaillé avec l'Organisation en vue d'impacter les populations de la région.

Nous avons, de commun accord avec les ministres de la santé de la région, convenu de cinq grands domaines thématiques à savoir : la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent, la lutte contre les épidémies et les maladies non transmissibles (y compris l'élimination du paludisme), l'amélioration de l'accès à des médicaments et

vaccins de très bonne qualité à un coût abordable, la recherche continue de normes de plus en plus élevées de qualité en matière de soins de santé et la collecte régulière et la publication de statistiques sanitaires précises spécifiques à la région. Afin de nous assurer du succès dans ces domaines thématiques, nous nous évertuons à améliorer les capacités humaines, en particulier en matière de leadership et de gouvernance, à renforcer les réseaux qui existent dans la région et à faire du plaidoyer en faveur d'un financement national plus accru de la santé afin d'assurer la



durabilité des efforts en cours en ce qui concerne l'amélioration de la santé.

Nous nous contenterons ici d'évoquer juste quelques exemples. Au cours de l'année écoulée, nous avons continué de nous faire les défenseurs du renforcement et de la mise en réseau des institutions nationales de santé publique dans chacun des 15 pays, comme rempart contre les grandes épidémies qui constituent une préoccupation de santé publique. Nous avons par ailleurs, appuyé la formation de centaines d'épidémiologistes de terrain, mis à la disposition de certains pays, des laboratoires mobiles pour le dépistage rapide de maladies suspectes et entrepris l'installation ciblée de caméras thermiques aux frontières de notre région pour améliorer la détection des voyageurs souffrant de maladies fébriles dont l'état pourrait nécessiter qu'on effectue des examens supplémentaires.

Nous avons en outre initié plusieurs programmes pour améliorer la santé sexuelle et reproductive des femmes, en particulier en ce qui concerne les jeunes femmes, dans le cadre des efforts visant à améliorer le dividende démographique dans notre

région. A ce propos, des produits contraceptifs ont été mis à la disposition de plusieurs pays et des ateliers ont été organisés au profit des représentants des parlements nationaux des jeunes. Nous avons également mis en place trois centres d'excellence pour la formation spécialisée des infirmières et sages-femmes dans la région du Sahel, et plus de 700 infirmières et sages-femmes ont été formées aux techniques modernes de contraception.

Parmi les principaux domaines thématiques qu'englobe notre travail en général, les questions clés qui retiendront notre attention à court et à moyen

terme sont les suivantes : aider le plus grand nombre possible de pays à passer du contrôle à l'élimination du paludisme, convenir d'un mécanisme commun d'homologation des produits pharmaceutiques pour nos 15 pays afin de parvenir à une production régionale de produits pharmaceutiques, et mettre en oeuvre une stratégie en matière de capital humain, en particulier en ce qui concerne le leadership et la gouvernance de la santé, l'objectif étant de maximiser le rapport qualité-prix pour chaque centime alloué à la santé dans la région. Nous continuerons à interagir non seulement avec nos parlementaires de la région, mais aussi avec ceux de la Mauritanie et du Tchad dans le cadre d'un projet lancé en 2017 pour assurer « le financement adéquat de la santé, le dividende démographique et les politiques démographiques pour le développement » dans nos pays. Je saisis cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude aux Ministres de la Santé de l'espace CEDEAO dont le soutien à l'OOAS a été total. Nous travaillerons sans relâche sur les questions spécifiques d'intérêt immédiat dont ils ont convenu récemment, telles que le leadership et la gouvernance, l'harmonisation de la réglementation régionale des produits pharmaceutiques, la coopération dans le cadre des activités transfrontalières et le partage des bonnes pratiques. Le consensus a été établi sur le

fait qu'un financement accru de la santé, en particulier par des sources nationales, permettra aux pays d'atteindre la couverture sanitaire universelle. De même, la mise à contribution des ressources du secteur privé permettra d'accélérer le développement de centres régionaux d'excellence en soins de santé afin de réduire l'énorme fardeau humain et économique du tourisme médical.

Cela fait à peine 5 ans que l'épidémie dévastatrice de la maladie à virus Ebola qui a sévi dans la région, et qui malgré les retards et les erreurs observés au début, a finalement été vaincue grâce aux efforts coordonnés, conjugués et concertés de plusieurs parties prenantes, dont l'OOAS. La victoire contre Ebola a finalement été assurée grâce à un changement de comportement quand les populations ont abandonné les pratiques culturelles néfastes telles que le lavage des corps des personnes décédées. Nous ne devons donc jamais oublier la leçon essentielle selon laquelle tous nos efforts ne produiront des résultats qu'avec le consentement et la participation active de l'ensemble des populations. Pour y parvenir, les organisations de la société civile, les collectivités locales, les acteurs à la base ainsi que les responsables au niveau décentralisé continueront à jouer un rôle central dans notre planification et dans nos activités.

Enfin, je remercie les chefs d'Etat et de gouvernement des 15 Etats de la CEDEAO pour leur engagement en faveur des soins de santé de qualité au profit des populations. En ce 32ème anniversaire de la création de l'OOAS, nous plaids pour que chaque pays mette en place des plates-formes multisectorielles sur les questions pertinentes de santé telles que le paludisme, et pour que les pays s'efforcent également davantage de se conformer à la Déclaration d'Abuja qui appelle tous les pays à allouer 15% de leurs budgets nationaux au secteur de la santé.

Merci à vous tous.

Professeur Stanley OKOLO
 Directeur Général, OOAS

Lutte contre la fraude L'Université de Kara sécurise ses diplômes

L'Université de Kara, suite à la communication de son président, Pr Komla Sanda, portant sur les documents infalsifiables, a démarré ce 05 juillet 2019, l'impression desdits documents. Ces documents permettront désormais de lutter contre la fraude et de faciliter leur authentification. Le démarrage officiel du processus d'impression de ces documents s'est fait à la Direction des affaires académiques et de la scolarité (DAAS), en présence de son directeur M. Komi Kpatcha.

L'Université de Kara, dans sa quête de l'excellence et de services de qualité se doit de fournir des documents authentiques. C'est dans cette optique qu'elle s'est lancée dans la bataille contre les faux documents académiques. Désormais, tous les documents académiques délivrés par l'Université de Kara sont hautement sécurisés pour garantir leur intégrité et leur authenticité. Les documents faisant l'objet de sécurisation sont les diplômes et attestations de diplôme de DEUG, Licence, Maîtrise, Master et Doctorat. Ils sont conçus en suivant trois règles essentielles à savoir la protection contre la contrefaçon, la protection contre la falsification et la simplification maximale de vérification du document. Cette grande innovation de l'Université de Kara vient à point nommé en



ces périodes où les fraudes ne cessent de prendre de l'ampleur. Selon M. Komi Kpatcha, cette innovation permet aux étudiants de disposer de documents hautement sécurisés et d'être à l'abri des désagréments liés aux processus d'homologation de diplômes et attestations de diplôme, qui souvent pénalisent les étudiants dans les processus d'inscription à l'étranger et de demande d'emploi. Ils sont délivrés qu'en un seul exemplaire et en cas de besoin, un duplicata est établi au demandeur. « Toutes ces mesures relèvent le niveau de l'assurance qualité des services rendus à la communauté universitaire et au peuple togolais », a ajouté M. Kpatcha.

Pour M. Kèlèm Tata, chef division des affaires académiques, les nouveaux documents, comparativement aux anciens, allient sécurité, crédibilité et esthétique. Toutes les conditions sont réunies pour le processus de confection

et de délivrance de ces documents et une invitation est adressée aux étudiants à rentrer en possession desdits documents. « En terme de sécurité, les nouveaux documents présentent

des points de sécurités et des dispositions pour une vérification simplifiée, rapide et sûre », a affirmé M. Ndanatché, informaticien à la DAAS. Aussi, le processus de vérification a-t-il été

communiqué aux différentes institutions nationales et étrangères.

Il faut noter que la mise en place de ces documents sécurisés a pris en compte le rapport qualité prix, les rendant ainsi accessibles à tout étudiant de l'Université de Kara et ceci grâce à la volonté du président de l'Université de Kara, Pr Komla Sanda.

Avec ces nouveaux documents qui seront désormais délivrés, l'Université de Kara s'inscrit résolument dans l'approche de management par la qualité et dans sa quête de l'excellence académique.

La Rédaction

Vers l'opérationnalisation du commerce électronique en Afrique

Le quatrième atelier francophone du projet régional de l'UPU se tient à Lomé

Suite de la p 2

nologiques, Cina Lawson en présence du Directeur général de la société des postes (SPT), Kwadzo Dzodzro Kwasi, du Commissaire général de l'Office togolaise des recettes, Philippe Kokou Tchodie, de la Directrice adjointe de China Customs représentant l'OMD, le représentant de l'UPAP ainsi que le représentant du Directeur général de l'UPU. Ils sont près de 70 experts venant de 22 pays à prendre part à cette rencontre.

Les échanges porteront



sur les thématiques liées à la préparation opérationnelle de l'Afrique au commerce électronique notamment, la mise en place des procédures communes de d é d o u a n e m e n t , l'échange de données électroniques préalables de qualité ainsi que sur l'efficacité et la sécurité de la chaîne logistique du courrier.

Pour le Ministre Cina Lawson, l'objectif est en phase et cadre avec l'esprit et la vision du PND 2018-2022 notamment, dans son axe 1 qui ambitionne de faire du Togo, un hub logistique

d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région.

« Nos pays font des efforts pour s'impliquer dans le commerce en ligne. Cet atelier constitue un grand rendez-vous de partage et d'opportunités pour avoir des accords fructueux avec le secteur des douanes afin de faciliter les transactions frontalières de colis et paquets commandés par notre clientèle devenue de plus en plus exigeante », a indiqué Kwadzo Dzodzro Kwasi.

SAVOIR  **NEWS**

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

Les empoignades commencent ce samedi

L'édition 2019 des Evala s'ouvre le samedi 13 juillet à Kara et prendra fin le dimanche 21 juillet 2019. Les cantons de Yadè, Pya, Bohou, Sarakawa et Yaka (préfecture de Doufelgou) vont ouvrir le bal.

Comme de coutume, les Evala qui coïncident avec les grandes vacances mettent en valeur la culture en pays Kabyè. Cette lutte initiatique draine de nombreux touristes étrangers chaque année. Plusieurs opérateurs économiques



profitent aussi de l'occasion pour faire la promotion de leurs produits et services.

Il faut rappeler qu'en plus des rites initiatiques du jeune Kabyè

« Evalou », les rites initiatiques de la jeune fille kabyè « Akpenou » se déroulent dans la même période.

La Rédaction

Bilan sécuritaire des six derniers mois 45 cas de braquages, 4 morts et 142 millions emportés

Au moins 45 cas de braquages ont été enregistrés ces six derniers mois au Togo, avec 4 morts et 142 millions de F.CFA emportés, selon le bilan dressé mardi après-midi devant la presse par le général Yark Damehame (ministre de la sécurité).

Ces braquages ont fait 18 blessés dont un présumé malfrat. Le mode opératoire est souvent le même. Ces malfrats, souvent à moto, mènent leur opération, après avoir suivi leur victime, à la sortie d'une banque.

Le ministre a invité les responsables des Institutions financières notamment les banques à collaborer avec les forces de l'ordre. Ainsi, les banques sont désormais invitées à appeler les services du ministère de la sécurité pour accompagner les clients qui font des retraits importants, a souligné le général Yark.

Le même bilan fait état de 31 cas de vols à mains armées, ayant oc-



casionné 6 blessés. Des cas d'assassinat sont aussi notés : 68 cas dont 4 tentatives.

Toujours au cours du premier semestre de l'année, six conflits communautaires ont été enregistrés.

Le ministre a présenté la compassion du gouvernement à tous les compatriotes victimes des actes répréhensibles et a un fois encore, rassuré toute la population.

Par ailleurs, durant la

même période, 382.361 litres de carburant ont été saisis chez les contrebandiers et trois personnes arrêtées.

La séance a également permis au ministre de faire le point sur l'enquête menée au sujet de la disparition de deux frères d'une même famille. Un pur montage, a révélé l'enquête, car l'un des deux frères étant bien en vie et l'autre décédé depuis des années.

Source : Savoinews

Le Sénégal évite le piège béninois et va en demi-finale

L'équipe du Sénégal a battu celle du Bénin 1-0 en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations, ce 10 juillet au Caire. En demi-finales, les Sénégalais affronteront le vainqueur de Madagascar-Tunisie, le 14 juillet. Le beau parcours des Béninois s'arrête là.

L'équipe du Sénégal disputera les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations pour la première fois

depuis 2006. Ce sera face au vainqueur de Madagascar - Tunisie, le 14 juillet. Mais en arriver là n'aura pas été simple pour les Sénégalais. Ils ont su certes éviter le piège dresser par de surprenants Béninois, ce 10 juillet au Caire, en quarts de finale de la CAN 2019. Mais les « Lions » ont au préalable souffert durant près d'une heure.

teur Malmenés, les Sénégalais se doivent de réagir. A la 53e minute, Sadio Mané pense avoir ouvert le score de la tête mais le juge de touche signale un hors-jeu. Après usage de la vidéo, l'ouverture du score n'est pas validée. Mbaye Niang, en pointe, n'est pas davantage en réussite.

Idrissa Gueye célèbre son but salvateur face au Bénin. RFI/Pierre René-



Worms
La lumière pour le Sénégal vient finalement d'un milieu de terrain défensif : Idrissa Gana Gueye transperce les lignes ennemis et, profitant d'un one-two avec Mané, ajuste Saturnin Allagbé : 1-0, 70e.

Non-contents de mener au score, les « Lions » se ruent à l'attaque pour mettre fin à tout suspense. Mané a une nouvelle opportunité et loge le ballon au fond après avoir croché Allagbé. Mais le juge de touche estime une nouvelle fois qu'il y a un hors-jeu au départ de l'action (73e). A la 76e minute, le ballon est repoussé sur sa ligne par un Béninois, après une partie de billard dans la surface de réparation.

La fin duré pour le Bénin ! La pression devient étouffante pour des Béninois qui ont disputé des prolongations éreintantes face aux Marocains, en huitièmes de finale de la CAN 2019. Désespéré, sur une nouvelle incursion de Gueye, Olivier Verdon retient son adversaire. Dernier défenseur, il est logiquement exclu du terrain (83e).

Un dernier frisson parcourt les échine sénégalaises lorsque Kalidou Koulibaly intervient de justesse pour éviter l'égalisation (90e+2). L'aventure du Bénin s'arrête là, après quatre matches nuls et une défaite mais un parcours qui restera dans les mémoires..

RFI

Le Bénin joue crânement sa chance

La recette béninoise était pourtant connue de tous. Les ingrédients sont toujours les mêmes : un bloc qui défend bas, du courage, de la solidarité. Pourtant, le plat reste toujours aussi indigeste pour l'adversaire. Et l'addition aurait même pu être salée pour les Sénégalais si une talonnade de Mickaël Poté n'avait pas seulement rasé leur montant gauche (25e).

Bien qu'acculés dans leur camp, les « Écureuils » se sont procuré la meilleure occasion de cette période ainsi que les plus dangereuses en début de seconde. A la 47e minute, un tir de Sessi D'Almeida, dévié, passe de peu à côté du cadre. Quelques secondes plus tard, c'est une reprise cadrée de Poté qui force le portier Alfred Gomis à intervenir (48e). Un Gomis qui aurait pu être la risée de cette CAN 2019 si, en manquant un contrôle, il avait laissé filer le ballon au fond de sa propre cage (66e).

Gana Gueye s'improviser bu-



Pour le climat des affaires,
encore un allègement fiscal!
désormais, payez

35 000 fCFA*

sur toutes les opérations de mutations
totales contre 4% de la valeur vénale
auparavant



* Droit forfaitaire représentant les droits d'enregistrement et de timbres et les droits de conservation foncière, le tout payé en une seule procédure

41, rue des impôts
02 BP 20823 Lomé TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg



OTR - TOGO



OTR - Office Togolais des Recettes



OTR - Office Togolais des Recettes

8201
HABITABILITÉ
8280
RECONSTRUCTION

FEDÉRER POUR BATIR
www.otr.tg

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE
INDEPENDANTE



CENI - TOGO



**ELECTIONS DES CONSEILLERS
MUNICIPAUX**

**FÉLICITER LE VAINQUEUR
C'EST UN ACTE DE GRANDEUR !
NON A DES **CONTESTATIONS**
VIOLENTES !**



#ElectionsTg2019

TOGOLAIS VIENS, BÂTISSONS LA CITÉ